

**Les associations d'enseignants
et les acteurs politiques se parlent.**

Thèses LCH/SER de la 1ère Journée Suisse de l'Éducation du 2 septembre 2011 à Berne

1. En finir avec la « mission impossible »

Les écoles ont besoin d'un mandat clair, réalisable et contraignant. Le plan d'études doit déterminer quel élève, à la fin d'un cycle scolaire, doit maîtriser quoi et à quel niveau. Cette mission de base doit être définie au niveau national, comme le prévoit la Constitution. Dans le même temps, l'école doit être armée pour vivre avec les attentes contradictoires de l'enseignement et de l'éducation, inévitables dans une société démocratique et pluraliste. Il doit être admis que, avec la meilleure volonté du monde, l'école ne peut satisfaire toutes les exigences. Les nouvelles exigences des groupes de pression sociaux ne doivent pas se traduire par une influence directe sur les pratiques d'enseignement ou les trains de réformes, mais doivent d'abord s'exprimer au niveau de l'élaboration des programmes. Pour un dialogue ouvert entre l'école et son environnement sociétal, de nouvelles formes doivent être trouvées, qui vont au-delà de l'immixtion systématique et de la critique profane.

2. Investir davantage dans l'éducation

Avec 5% du produit intérieur brut consacré à l'éducation, la Suisse est tout juste dans la moyenne de l'OCDE. Des pays comme le Danemark, la Norvège, la Suède, la Finlande et la Nouvelle-Zélande affichent un à deux points de pourcentage de plus. Bien que l'argent seul ne soit pas automatiquement synonyme de qualité, l'éducation est de plus en plus considérée comme l'un des investissements les plus importants pour le bien-être, le fonctionnement de la démocratie et la préservation de la souveraineté d'un pays. Par conséquent, la part des investissements dans l'éducation doit augmenter dans le PIB. Améliorer l'efficacité et l'efficience des investissements dans l'éducation est un devoir à long terme, incontournable. Un devoir qui n'est pas compatible avec des mesures d'économies qui, dans la règle, n'améliorent ni l'efficacité ni l'efficience, mais péjorent la qualité en général.

3. Attirer les meilleurs pour la profession

C'est lorsqu'il porte sur l'amélioration de la qualité du personnel enseignant que l'investissement dans l'éducation est le plus efficace. Les enseignants de tous les degrés doivent, en fonction des différentes exigences de leur tâche, bénéficier tous d'une formation de niveau Master. La profession doit être attrayante pour des jeunes capables d'engagement, intellectuellement compétents et soucieux d'efficacité. Elle doit l'être en particulier à nouveau pour les hommes. En plus de l'amélioration des perspectives de carrière, des aménagements horaires doivent être réalisés pour que plus de temps puisse être consacré à la préparation sérieuse de l'enseignement, à son évaluation et à la collaboration. La politique salariale doit soutenir la comparaison avec d'autres professions académiques à haut niveau de responsabilité. Tout dumping réalisé pour compenser les pénuries est une opération à courte vue, qui détériore l'image de la profession, conduit à des dérives et pérennise à moyen et long terme des problèmes de qualité déjà existants.

1ère Journée Suisse de l'Éducation
2 septembre 2011
Hôtel Bellevue Berne

LCH – Dachverband Schweizer Lehrerinnen und Lehrer
SER – Syndicat des enseignants romands

bildungstag.ch • journee-education.ch

Zentralsekretariat: Ringstrasse 54, 8057 Zürich 044 315 54 54
Le secrétariat général: Av. de la Gare 40, 1920 Martigny 027 723 59 60

info@bildungstag.ch • info@journee-education.ch

**Les associations d'enseignants
et les acteurs politiques se parlent.**

4. Respecter les professionnels

L'ingérence politique dans les détails opérationnels de la gestion de l'école doit être remplacée par une culture de respect pour la profession. L'idée de base du «new public management», qui a souvent été pervertie, devrait être finalement appliquée : la politique donne le mandat, la profession définit à quelles conditions le mandat peut être assumé. En cas d'incohérence entre l'un et l'autre, c'est à la politique de décider, soit d'améliorer les ressources, soit de réduire le mandat. La profession ne peut plus tolérer d'avoir à assumer des mandats sans ressources appropriées. Elle ne peut plus admettre non plus que des non professionnels se mêlent de la pratique du métier.

5. Egalité des chances et intégration : des objectifs non négociables

L'instruction publique dans une société démocratique n'est concevable que sous la condition de viser l'égalité des chances et l'intégration, comme le prévoit la Constitution. Il est évident que ces principes directeurs ne sont que partiellement réalisables dans la pratique, leur mise en œuvre est limitée. Les polémiques qui peuvent les entourer sont complètement stériles et hors de propos. Les écoles, cependant, ont un grand besoin de moyens et de ressources pour la gestion des différences dans la classe. De plus, en regard de l'évolution de la société, il faut en Suisse beaucoup plus de structures de jour et de dispositifs pour la petite enfance.

6. Remplir le contrat plutôt que repeindre la façade

La rhétorique à la mode, qui prône contrôle et concurrence, doit être clairement rejetée. Les analogies de « Benchmarking » avec l'économie privée sont, pour diverses raisons, inapplicables à l'école obligatoire. Les pays qui ont une culture poussée de la concurrence (classement des écoles, audits, comparatifs) ne réussissent pas, parce que leurs écoles doivent s'impliquer dans ces approches vite dépassées et dépenser leur énergie à « repeindre la façade » plutôt qu'à investir dans le bon accomplissement de la tâche. Une judicieuse alternative voudrait qu'on oblige les écoles à un « rendre compte » sur la façon dont elles s'acquittent du mandat. Ce qui implique une autoévaluation professionnelle et contrôlée.

7. Affermir l'éducation citoyenne

L'éducation citoyenne est aujourd'hui nettement insuffisante, au point de mettre en danger la participation des citoyennes et citoyens au processus de construction de la communauté démocratique. L'éducation citoyenne est menacée par de nouvelles coupes dans les grilles horaires et les plans d'études. Il faut des connaissances de base sur le fonctionnement de nos institutions et, pour les enfants et les jeunes, un éveil au sens et à la volonté d'un engagement politique personnel. Ce qui est nécessaire aujourd'hui, c'est une offensive éducative commune du politique, de l'institution scolaire (départements cantonaux) et du corps enseignant, assortie des ressources nécessaires.

Comité du SER et Präsidiumskonferenz LCH
Martigny et Zurich, 18. April 2011

1ère Journée Suisse de l'Education
2 septembre 2011
Hôtel Bellevue Berne

LCH – Dachverband Schweizer Lehrerinnen und Lehrer
SER – Syndicat des enseignants romands

bildungstag.ch • journee-education.ch

Zentralsekretariat: Ringstrasse 54, 8057 Zürich 044 315 54 54
Le secrétariat général: Av. de la Gare 40, 1920 Martigny 027 723 59 60

info@bildungstag.ch • info@journee-education.ch